



Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

N° 25 008 PNCAL

Fourniture et livraison de titres restaurant dématérialisés

**Lot 1 : pour les agents du Parc national de Port-Cros et du Conservatoire
botanique national méditerranéen**

Lot 2 : pour les agents du Parc national des Calanques

Procédure de passation :

Procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2120-1 3°, L.2124-1 et 2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

Accord-cadre à bon de commandes soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

Table des matières

Article 1 : Objet du marché.....	3
Article 2 : Procédure et forme.....	3
2.1 : Procédure de passation.....	3
2.2 : Allotissement.....	3
2.3 : Forme et montant.....	3
2.4 : Durée.....	4
Article 3 : Pièces constitutives du marché.....	4
Article 4 : Modalités de commande.....	4
4.1 : Émission des bons de commande.....	4
4.2 : Délais d'exécution des bons de commande.....	5
4.3 : Modification d'un bon de commande.....	5
Article 5 : Conditions particulières d'exécution.....	5
5.1 : Modifications relatives au titulaire.....	5
5.2 : Modalités de communication.....	5
5.3 : Réunion de lancement.....	5
5.4 : Obligation de résultats.....	5
5.6 : Garantie.....	6
Article 6 : Prix.....	6
6.1 : Contenu et forme des prix.....	6
Article 7 : Modalités de facturation et règlement.....	6
7.1 : Facturation.....	6
La dématérialisation de la facturation ne concerne que le lot 2.....	7
7.3 : Modalités et délai de paiement.....	7
7.4 : Interruption du délai global de paiement.....	8
7.5 : Intérêts moratoires.....	8
Article 8 : Obligations des parties.....	8
8.1 : Obligations générales des Parties.....	8
8.2 : Obligations de l'acheteur.....	9
8.3 : Obligations de confidentialité.....	9
Article 9 : Pénalités.....	9
9.1 : Pénalités pour retard.....	9
9.2 : Pénalités pour méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.....	9
Article 10 : Clause de réexamen.....	10
Article 11 : Protection des données à caractère personnel.....	10
11.1 : Description du traitement de données à caractère personnel.....	10
11.2 : Obligation du titulaire.....	10
11.3 : Sous-traitance.....	11
11.4 : Droit d'information des personnes concernées.....	11
11.5 : Exercice des droits des personnes.....	11
11.6 : Notification des violations de données à caractère personnel.....	11
11.7 : Aide du sous-traitant (titulaire) dans le cadre du respect par le responsable de traitement (pouvoir adjudicateur) de ses obligations.....	11
11.8 : Mesures de sécurité.....	12
11.9 : Sort des données.....	12
11.10 : Délégué à la protection des données.....	12
Article 12 : Assurance, différends et litiges.....	12
Article 20 : Dérogations au CCAG-FCS.....	13

Article 1 : Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de titres restaurant sur cartes physiques et virtuelles destinés aux agents :

- Lot 1 : du Parc national de Port-Cros (PNPC) et du Conservatoire botanique national méditerranéen (CBNMed).
- Lot 2 : du Parc national des Calanques (PNCAL).

1.1 Mutualisation du marché

1.1.1 Définitions

Le marché public peut désigner l'accord-cadre à bons de commande.

L'« acheteur » désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ou son représentant pour chacun des lots.

1.1.2 Contexte

Les Parcs nationaux sont des établissements publics.

Le Parc national de Port-Cros délègue à l'Association du personnel du PNPC et du CBNMed, en tant que Comité des œuvres social, la mise en œuvre de l'action sociale de l'établissement.

Les Parcs nationaux de Port-Cros et des Calanques ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière d'acquisition de titres restaurant, en vertu de l'article L.2113-6 et suivant relatifs au groupement de commande.

L'acheteur chargé de mener la procédure de passation de l'accord-cadre d'acquisition des titres déjeuner est le Parc national des Calanques, représenté par sa Directrice.

L'acte d'engagement propre à chaque lot et l'exécution des marchés, notamment la passation des bons de commande, relève de la signature du représentant légal de l'établissement bénéficiaire : le Président de l'Association pour le PNPC/CBNMed (lot 1), la Directrice du PNCAL (lot 2).

Article 2 : Procédure et forme

2.1 : Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert définie par les articles L.2120-1 3°, L.2124-1 et 2, R.2124-1, R.2124-2 1°, et R.2161-2 à R.2161-6 et R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

2.2 : Allotissement

Le présent marché est alloti pour des questions pratiques de gestion par les membres du groupement de commande même si l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes pouvant être confiées à plusieurs opérateurs économiques.

2.3 : Forme et montant

Le présent accord-cadre est mono attributaire et fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de la survenance des besoins par l'émission de bons de commande (article R.2162-2 2° et articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximal annuel TTC de :

- Lot 1 : 85 000 euros
- Lot 2 : 180 000 euros

2.4 : Durée

Le présent accord-cadre est conclu à sa date de notification.
Sa durée est de douze (12) mois à compter de cette date.

Chaque acheteur décide de la date de début de mise en service des titres dématérialisés auprès des bénéficiaires et convient de la faisabilité avec le titulaire.

La date de déploiement de la prestation (mise à disposition et utilisation effective des titres) doit intervenir au plus tard la semaine 2 de l'année 2026.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement, dans la limite de trois (3) fois, avec une date de fin maximale de l'accord-cadre au 31 décembre 2029. Ce qui suppose une reconduction par période de douze (12) mois pour les deux premières reconductions et une période un peu plus longue pour la dernière reconduction.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si l'Association du personnel PNPC et CBNMed, ou le PNCAL, décide de ne pas reconduire le marché (un lot = un marché), il informe le titulaire de sa décision au plus tard trois (3) mois avant la fin de validité de l'accord-cadre. Cette décision est notifiée par lettre recommandée physique ou électronique avec accusé de réception ou via la plateforme des achats de l'État (PLACE).

En cas de non-reconduction, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière le bordereau des prix unitaires,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021), qui est disponible sur le site internet suivant : <http://www.legifrance.gouv.fr/>,
- Le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Toute clause portée dans la proposition du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Article 4 : Modalités de commande

4.1 : Émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande adressés au titulaire par l'Association du personnel PNPC et CBNMed (lot 1) ou par le PNCAL (lot 2). Les bons de commande sont émis à tout

moment, à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont en principe mensuels.

Les cartes physiques et/ou virtuelles, objets de la première commande de l'acheteur, doivent être fournies et activées auprès des bénéficiaires pour une utilisation au plus tard dans un délai de trois (3) semaines suivant la commande.

4.2 : Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels et aux stipulations des articles 2.2.3 et 2.2.4 du CCTP.

Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution, ainsi que les quantités figurant sur les pièces contractuelles de l'accord-cadre et notamment sur le bon de commande.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire avertit l'Association du personnel. Le titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

4.3 : Modification d'un bon de commande

Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Article 5 : Conditions particulières d'exécution

5.1 : Modifications relatives au titulaire

Le titulaire doit obligatoirement notifier l'Association du personnel toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de l'établissement. L'acheteur se réserve le droit de résilier, dans un délai de deux mois après cette notification, le présent accord-cadre sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate de l'accord-cadre sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

5.2 : Modalités de communication

Les échanges de documents entre le titulaire et l'acheteur se font essentiellement par voie électronique. Les modalités pratiques de ces échanges sont arrêtées au cours de la réunion de lancement.

5.3 : Réunion de lancement

Dans les vingt (20) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, une réunion est organisée entre le titulaire et l'acheteur.

Cette réunion a pour objet de remettre au titulaire toutes les informations et documents nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

5.4 : Obligation de résultats

Pour l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre, le titulaire est tenu à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Au cours des opérations de vérification qualitative des prestations, l'acheteur s'attache plus précisément à vérifier :

- Le respect des délais communiqués par le titulaire,
- Le bon fonctionnement des outils mis à la disposition des utilisateurs et du gestionnaire.

5.6 : Garantie

Les cartes de titres restaurant fournies doivent être garanties contre tout vice de fabrication pendant leur durée de validité.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remplacer, à ses frais, les cartes qui seraient défectueuses.

Article 6 : Prix

6.1 : Contenu et forme des prix

La monnaie de référence est l'Euro (€).

Forme du prix :

Les prix de l'accord-cadre sont constitués de :

- Prix unitaires pour la fourniture des cartes et leur livraison, pour l'émission et le remboursement des titres (prix de revient unitaire constitué du montant de la valeur faciale),
- Forfait pour la reprise des données.

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison étant entendu que la valeur faciale du ticket restaurant est exclue du champ d'application de la TVA.

Sont compris dans les prix :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris celles induites par les prestations prévues à l'article 2.2.1 du CCTP, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.

En dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix applicable est celui fixé à la date de la commande.

Article 7 : Modalités de facturation et règlement

Les paiements dus au titre du présent accord-cadre sont effectués après réception des prestations et constatation du service fait. Le paiement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 à R.2191-12, et R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique pour les paiements.

7.1 : Facturation

Les prestations sont réglées sur présentation d'une facture au terme de l'exécution des prestations et après service fait.

Les factures devront permettre à l'acheteur d'identifier précisément les quantités exécutées et refléter exactement la totalité des données contenues dans le présent accord-cadre. Elles sont accompagnées des pièces permettant d'opérer les vérifications utiles (tableau de répartition...)

Toute demande de règlement ne comportant pas les pièces demandées est retournée à l'expéditeur, à charge pour lui de compléter son dossier. Dans ce cas précis, le délai de paiement sera interrompu suspendu dans les conditions prévues à l'article 10.4 ci-après.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après service fait.

Le montant facturé est celui établi à la date de la commande.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation du marché, numéro du bon de commande), numéro d'engagement juridique (EJ) et la désignation des fournitures livrées ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Elle est libellée à l'adresse suivante :

- Lot 1 : Association du personnel PNPC et CBNMed
181 allée du castel Sainte-Claire
BP 70220 83406 - Hyères Cedex
n° de SIRET 923 696 496 00010
- Lot 2 : Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier – Parc national de Port-Cros ou Parc national des Calanques (selon établissement à l'origine de la commande)
Immeuble Le Tabella
125, Impasse Adam Smith
34470 PEROLS

Les factures du lot 2 sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro en indiquant le n° de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique et le n° de SIRET du PNCAL : 13001679300023.

La dématérialisation de la facturation ne concerne que le lot 2

L'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

Pour faciliter la facture électronique, une plateforme a été mise en place et s'appelle : Chorus Pro. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs. Le prestataire a l'obligation de déposer sur cette plateforme ses factures.

Les mentions portées sur les factures devront être conformes à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique.

7.3 : Modalités et délai de paiement

L'acheteur règle les sommes dues au titre du présent accord-cadre par virement bancaire.

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements par l'acheteur,

- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

7.4 : Interruption du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, le délai prévu à l'article 9.3 peut être interrompu une fois, conformément aux articles R.2192-27 à R. 2192-29 du Code de la Commande Publique.

Cette interruption fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'acheteur de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications court un nouveau délai de trente (30) jours pour l'acheteur.

7.5 : Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi °2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans le délai fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique sur la base provisoire des sommes admises par l'acheteur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 8 : Obligations des parties

8.1 : Obligations générales des Parties

Chaque partie :

- Désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- Exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le présent accord-cadre,
- Assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté à l'accord-cadre,

- Fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- Fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

8.2 : Obligations de l'acheteur

A compter de la notification de l'accord-cadre, l'acheteur s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire toutes les informations et précisions nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées et, le cas échéant, la terminologie spécifique exigée,
- Mettre à la disposition du titulaire l'ensemble des éléments documentaires existants ou futurs sous réserve de confidentialité.

8.3 : Obligations de confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la signature de l'accord-cadre par l'acheteur, soit au cours de son exécution, a reçu communication de renseignements ou de documents, est tenu de les maintenir confidentiels. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur être communiqués à des tiers.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation.

L'association du personnel s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

Article 9 : Pénalités

En cas de non-respect de ses engagements contractuels, le titulaire encourt les pénalités prévues ci-dessous.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et dues dès le premier euro et peuvent faire l'objet d'un titre de recettes.

9.1 : Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels d'exécution sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable :

- Pour le rechargement des cartes : une pénalité de 5 % du montant H.T (valeur faciale et frais de gestion) de la commande par jour calendaires de retard.

Dans le cas où le titulaire se verrait retarder dans l'exécution des prestations par toute cause étrangère à son activité, il doit signaler, dans les cinq (5) jours calendaires suivant la survenance de ladite cause et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. A défaut de le faire, il n'est pas fondé à élever de réclamation et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

9.2 : Pénalités pour méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel prévue à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité égale à 2% du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

Article 10 : Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, la présente clause de réexamen aura vocation à être mise en œuvre par l'acheteur dès lors que les conditions d'exécution initiales du marché seraient amenées à évoluer ; tel serait notamment le cas dans les cas suivants :

- Si les modifications portent sur la valeur faciale des titres,
- S'il apparaît nécessaire d'ajouter des lignes supplémentaires non initialement prévues au BPU,

La modification de la valeur faciale peut résulter soit d'un changement de réglementation de l'URSSAF soit d'une décision de l'acheteur.

Article 11 : Protection des données à caractère personnel

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, c'est-à-dire le pouvoir adjudicateur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Chaque partie au contrat est tenue de respecter des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/79 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désignés « le Règlement Général sur la protection des données » (RGPD).

11.1 : Description du traitement de données à caractère personnel

Une donnée personnelle correspond à toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Le traitement des données personnelles est une opération, ou ensemble d'opérations, portant sur des données personnelles, quel que soit le procédé utilisé (collecte, enregistrement organisation, conservation adaptation, modification, extraction consultation, utilisation, communication par transmission ou diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement).

Le titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent accord-cadre. Plus particulièrement, le nom et le prénom des bénéficiaires des titres restaurant.

11.2 : Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- Et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produit, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

11.3 : Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai de minimum de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

11.4 : Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte des données.

11.5 : Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données – RGPD - aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

11.6 : Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel à l'adresse suivante : marche_public@calanques-parcnational.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

11.7 : Aide du sous-traitant (titulaire) dans le cadre du respect par le responsable de traitement (pouvoir adjudicateur) de ses obligations

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.8 : Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ainsi qu'une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.9 : Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

11.10 : Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement (UE) 2016/79 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désignés « le Règlement Général sur la protection des données » (RGPD).

Article 12 : Assurance, différends et litiges

4.1 Assurance

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité et justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'ouvrage.

4.2 Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Marseille selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

4.3 Résiliation du marché

L'Association du personnel se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, le titulaire du marché, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues ou de non-respect des plannings. L'éviction du titulaire peut intervenir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

5 Attestations légales – inscription obligatoire à la plateforme HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents

administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation. Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

Article 20 : Dérogations au CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS pour les articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
9 pénalités applicables quel qu'en soit le montant et calcul des pénalités	14.1.2 & 14.1.3
6.1 Prix applicable à la date de la commande	10.2.1